HABITAT & COLLECTIVITES LOCALES N°13

Informations du 1er au 7 juillet 2006

Inventaires
20 ans d'expertise au service de l'Habitat et des Collectivités

JOURNAL OFFICIEL du 1er au 7 juillet 2006

Prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel
Décret n° 2006-762 du 30 juin 2006 modifiant le décret n° 48-1881 du 10 décembre 1948 déterminant les prix de base au mètre carré des locaux d'habitation ou à usage professionnel
J.O n° 151 du 1 juillet 2006 page 9877 - texte n° 14 - NOR: SOCU0611079D
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0611079D
Décret n° 2006-760 du 30 juin 2006 relatif à l'entrée en vigueur du décret n° 2006-762 du 30 juin 2006
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=PRMX0609417D

Méthodes de protection des bâtiments contre l'action des termites et des autres insectes xylophages
Arrêté du 27 juin 2006 relatif à l'application des articles R. 112-2 à R. 112-4 du code de la construction et de l'habitation
J.O n° 156 du 7 juillet 2006 page 10164 - texte n° 17 - NOR: SOCU0610507A
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=SOCU0610507A
Informations complémentaires
Code de la construction et de l'habitation (partie réglementaire)
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnCode?commun=&code=CCONSTRR.rcv

Certificats d'économies d'énergie - Liste des pièces du dossier de demande
Arrêté du 19 juin 2006 fixant la liste des pièces d'un dossier de demande de certificats d'économies d'énergie
J.O n° 156 du 7 juillet 2006 page 10212 - texte n° 29 - NOR: INDI0607666A
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnTexteDeJorf?numjo=INDI0607666A

PARLEMENT

Engagement national pour le logement
Projet de loi adopté, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, le 30 juin 2006 (Texte définitif)
Assemblée Nationale - Projet de loi adopté - 2006-06-30
http://www.assemblee-nationale.fr/12/dossiers/engagement_national_logement.asp
Sénat - Projet de loi adopté - 2006-06-30
http://www.senat.fr/dossierleg/pjl05-057.html

CIRCULAIRES

Organismes d'outre-mer qui ont obtenu une garantie de la CGLLS
Délibération du Conseil d'administration (Caisse de garantie du logement locatif social) relative aux organismes d'outre-mer qui ont obtenu une garantie de la CGLLS
B.O Travail - Délibération n° 2006-13 - 2006-04-26 - NOR : SOCU0610486X
http://www.travail.gouv.fr/publications/picts/bo/30062006/TRE_20060006_0110_0011.pdf

Elaboration et mise en oeuvre des projets de rénovation urbaine
Association des services départementaux de l'architecture et du patrimoine dans l'élaboration et la mise en oeuvre des projets de rénovation urbaine
B.O. Ministère de la Culture et ministère de l'Emploi / DGUHC - Circulaire - 2006-06-06
http://i.ville.gouv.fr/divbib/doc/circulairesdap_anru.pdf

JURISPRUDENCE

Préemption - Référé suspension
Si la communauté d'agglomération invoque la nécessité de démolir sans délai des bâtiments se trouvant sur l'ensemble immobilier objet de la décision de préemption en raison de déprédations qu'ils subissent du fait d'occupants sans titre, cette circonstance - qui peut trouver une réponse sans recourir à l'exercice du droit de préemption - ne constitue pas une situation particulière susceptible de faire obstacle à ce qu'une situation d'urgence soit reconnue au profit de l'acquéreur évincé…
Conseil d'État N° 289549 - 2006-06-23
http://www.legifrance.gouv.fr/WAspad/UnDocument?base=JADE&nod=JGXAX2006X06X000000289549

REPONSES MINISTERIELLES

Actions indemnitaires engagées devant les juridictions administratives et civiles pour délivrance d'un permis de construire déclaré illégal
Il n'existe pas de dispositif permettant de connaître les diverses actions indemnitaires engagées devant les deux ordres de juridiction au titre d'un même fait générateur. Un permis de construire illégal peut entraîner la responsabilité à la fois de l'administration et d'un tiers. L'existence d'une voie de droit devant la juridiction judiciaire à l'encontre d'un tiers ne prive pas la victime du droit de rechercher la responsabilité de l'administration devant la juridiction administrative en vue d'obtenir l'indemnisation d'un même préjudice. En conséquence, le juge administratif ne peut opposer à la victime d'un préjudice résultant d'un permis de construire illégal l'existence de l'action qu'elle a engagée devant le juge judiciaire…
Sénat - 2006-06-29 - Réponse ministérielle N° 22922
http://www.senat.fr/basile/visio.do?id=qSEQ060422922

REVUE DU WEB

Les résultats des enquêtes de recensement de 2004 et de 2005
Depuis 2004, le recensement de la population résidant en France est annuel. L'Insee diffuse aujourd'hui des résultats issus des enquêtes de 2004 et de 2005. Ces chiffres-clés sont disponibles au niveau national et régional, ainsi que pour chaque commune enquêtée de moins de 10 000 habitants et pour environ 200 « grandes villes ». Ils regroupent un ensemble d'indicateurs provisoires sur la population et les logements…
INSEE - 2006-07-03
http://www.insee.fr/fr/recensement/nouv_recens/resultats/premiers-resultats-recensement.htm

Données sociales - Édition 2006 : tous les articles en ligne
Paru en mai dans la collection Insee-Références, Données sociales : La société française - Édition 2006 fait le point sur la société française, à travers l'évolution de la population et la famille, l'éducation et la formation, l'emploi, les conditions de travail et les relations professionnelles, les revenus et patrimoine, le logement, la santé et la protection sociale et enfin la vie sociale. Le texte intégral des 70 articles de cet ouvrage est désormais en ligne.
INSEE - 2006-06-30
http://www.insee.fr/fr/ppp/publications/collect_ref.asp?coll=13&paru=1&avis=2&pres=1

Logements anciens
Indices des prix des logements anciens – premier trimestre 2006…
INSEE - 2006-07-04
http://www.insee.fr/fr/indicateur/indic_conj/donnees/prixloge.pdf

Le prêt social location-accession (PSLA) : comment ça marche ?
Le prêt social location-accession (PSLA) est un nouveau dispositif d'accession à la propriété mis en place par les pouvoirs publics en 2004. Il s'adresse à des ménages sous plafonds de ressources qui achètent leur logement neuf situé dans une opération agréée par l'Etat pour être éligible aux financements PSLA…
Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM - Juillet 2006
http://www.hlm.coop/article.php3?id_article=187
Voir également l'article paru dans la Lettre du Cadre Territorial n°320 du 1er juillet 2006

REVUE DU WEB (suite)

Un concept d'habitat durable pour la rénovation de logements sociaux
Dans le cadre de la semaine du développement durable, BASF et ses partenaires Logirep, CSTB, Sto, BPB Placo et Knauf ont présenté à la presse le concept de bâtiment Génération E d'efficacité énergétique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le secteur du bâtiment est responsable de 43% de la consommation d'énergie finale et de 24% des émissions de gaz à effet de serre. Plus grave encore, cette consommation et ces émissions sont toutes deux en forte augmentation : de 10 à 15% depuis 10 ans. D'où le souhait de tous les acteurs du secteur de lutter fermement contre cette dérive…
BASF - Juin 2006
http://www.basf.fr/index.php?pge=35&IDDetail=1084&deb=0&nbpp=10
Signalement : Guy Lemée www.inventaires.fr

Les avantages fiscaux en faveur de l'immobilier en 2006
Document réalisé par Yannick Martin, économiste à l'ANAH avec le concours de Olivier Peuziat, fiscaliste DGI à la DGUHC…
Direction technique de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah) - Juin 2006
http://www.anah.fr/pdf/Produits_Fiscaux_2006.pdf

Le diagnostic de performance énergétique est reporté à l'automne
L'obligation d'un diagnostic de performance énergétique lors des ventes de biens immobiliers, initialement prévue le 1er juillet 2006, est reportée à l'automne…
Moniteur Expert - Communiqué DGUHC - 2006-07-07
http://www.lemoniteur-expert.com/depeches/depeche.asp?t=1&id=DE0F3A375&mode=0&info=1
Phase pilote du diagnostic de performance énergétique - Ministère Logement
http://www.logement.gouv.fr/article.php3?id_article=5723

Evaluation des contrats d'agglomération
La présente évaluation des contrats d'agglomération établis dans le cadre de la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable des Territoires du 25 juin 1999, comme celle réalisée simultanément et relative aux contrats de pays, constitue une évaluation récapitulative de ces dispositifs. Elle vise à apprécier les effets de cette démarche contractuelle sur les modes de conduite de l'action publique, davantage qu'à en mesurer dès à présent l'impact sur le développement durable des territoires…
DIACT - Synthèse - Avril 2006
http://www.diact.gouv.fr/datar_site/datar_evaluation.nsf/4e46c164ca8210f2c125658d005a0f79/73c3f767861f4b33c125719a0038de6b/$FILE/Evaluation_contrats_agglo.pdf

Informations signalées et commentées par Guy Lemée http://www.inventaires.fr via la liste de diffusion (accès libre et gratuit) : http://fr.groups.yahoo/com/group/logementsocialeconomielocale/

Ce bulletin d'informations est édité en collaboration avec ACRD, société éditrice d'**IDVO** - Veille juridique et documentaire des Collectivités territoriales (IDVO/"Informations légales")

La diffusion de ce bulletin d'informations reste couverte par les droits du copyright.

Pour toute information complémentaire, merci de contacter Guy Lemée, Directeur du cabinet *Inventaires* (http://www.inventaires.fr) à l'adresse courriel : contact@inventaires.fr

© 2008 *Inventaires* - Tous droits réservés